



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ FINANCIER

Cent quinzième session

Rome, 25 - 29 septembre 2006

Examen des services de traduction à la FAO

### Rappel des faits

1. Le présent document a été préparé conformément à la demande formulée par le Comité financier à sa cent dixième session, tendant à obtenir des informations complémentaires et des propositions concrètes concernant les services de traduction à la FAO. Il se fonde sur d'autres décisions prises par le Comité financier en 2005:

- à sa cent neuvième session (mai 2005), le Comité « a reconnu l'importance des services de traduction de l'Organisation et a recommandé que le Secrétariat fournisse d'autres informations concernant le financement de ces services et les mécanismes financiers en place pour garantir des résultats optimaux pour les membres. Il s'est inquiété du fait que les restrictions budgétaires pourraient avoir une incidence négative sur les crédits alloués aux services de traduction » (par. 103). Afin de faciliter son examen de la question à sa prochaine session de septembre, le Comité « a demandé que le mécanisme actuel de facturation des services de traduction soit évalué et comparé avec un système de financement centralisé, en tenant compte des méthodes et de l'expérience d'organismes analogues du système des Nations Unies et de la nécessité de bien gérer et financer les services de traduction » (par. 104).
- à sa cent dixième session (septembre 2005), le Comité « a pris note des informations fournies sur les pratiques et l'expérience d'autres organisations en ce qui concerne la facturation interne ou le financement centralisé des services et a noté que les services de traduction de la FAO affichaient de bons résultats par rapport à d'autres organisations des Nations Unies. Étant donné que certaines des organisations contactées n'avaient pas encore fourni d'informations, le Comité a demandé qu'une analyse supplémentaire et plus complète de la question, assortie de propositions concrètes, lui soit présentée à sa prochaine session en mai 2006 » (par. 103). Le Comité « a recommandé d'inclure dans cette analyse des informations sur les méthodes en place pour garantir la qualité des traductions, qu'elles soient gérées par les services de traduction de l'Organisation ou externalisées directement par les divisions techniques pour le site web de la FAO et des publications techniques » (par. 104).

2. Le Secrétariat a procédé à un examen des services de traduction à la FAO. Le présent document décrit les méthodes en place pour contrôler la qualité des traductions dans l'Organisation et

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

compare le système de facturation interne de la FAO aux pratiques d'autres organisations. Comme demandé par le Comité, le document présente également des propositions concrètes afin d'assurer un contrôle de qualité cohérent des traductions externalisées à l'échelle de l'Organisation.

### **Méthodes en place pour le contrôle de la qualité des traductions à la FAO**

3. La traduction des documents destinés aux organes directeurs, de la correspondance officielle et des publications phares de la FAO doit répondre aux plus hautes normes de qualité et doit donc être confiée à des traducteurs et réviseurs expérimentés du cadre organique, qui appliquent la terminologie et le style de la FAO, et travaillent en collaboration étroite avec les spécialistes de l'Organisation. Ils peuvent compter sur l'aide de services professionnels de référence et de terminologie et sur des outils de technologie de l'information adaptés à toutes les langues de la FAO. La traduction de ces documents est gérée par le Service de la programmation et de la documentation des réunions (GICM), ci-après dénommé « le service de traduction interne ». Par ailleurs, la traduction des publications techniques, des textes destinés au site web et du matériel de sensibilisation peut être gérée directement par les Divisions, qui peuvent externaliser directement les traductions sous leur propre responsabilité.

### **GESTION DE LA QUALITÉ DANS LE SERVICE DE TRADUCTION INTERNE**

4. La qualité de la traduction peut être évaluée sur la base de divers paramètres tels que: précision, exhaustivité, lisibilité, style approprié, cohérence et respect des délais. Chaque individu peut accorder un poids différent à ces paramètres. Le service interne de traduction a établi des procédures pour assurer la qualité à chaque stade du processus. La révision assurée par des professionnels expérimentés a été traditionnellement considérée comme le principal mécanisme de contrôle de la qualité, et le plus fiable; elle continue à jouer un rôle important à la FAO, mais la qualité peut également être assurée en appliquant des procédures correctes à différents stades, comme décrit ci-dessous.

#### *A. Qualité à la source*

5. Le souci de qualité doit être présent dès le stade initial de la sélection de traducteurs qualifiés, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou de traducteurs indépendants. Il s'agit d'une mesure essentielle, car si les traducteurs sont sélectionnés de façon rigoureuse, il devient possible d'assurer des normes adéquates tout en réduisant au minimum les besoins de révision ultérieure.

6. Tous les postes de traducteurs sont pourvus dans le cadre d'un concours. Un avis de vacance type pour un poste de traducteur attirera des centaines de candidatures. Les conditions essentielles à remplir pour participer au concours sont les suivantes: diplôme universitaire pertinent; bonne connaissance de trois langues de la FAO, y compris excellente maîtrise de la langue maternelle; et expérience professionnelle pertinente dans le domaine de la traduction, de préférence dans des organisations internationales. Les concours comprennent trois différents tests de traduction, qui sont corrigés et notés par deux réviseurs. Les meilleurs candidats sont invités à une entrevue au cours de laquelle ils doivent encore passer un dernier test de traduction à vue. Ce processus rigoureux permet d'engager des traducteurs de haut niveau.

7. En 1996, le nombre de traducteurs/réviseurs du cadre organique est passé de 54 à 19, étant entendu que le volume de travail assigné à GICM baisserait à peu près dans les mêmes proportions. Toutefois, après une baisse initiale, le volume de travail a augmenté, passant de 7 393 619 mots en 1997 à 12 085 082 mots en 2005, obligeant GICM à externaliser environ 50 pour cent de son volume de travail à des traducteurs sous contrat travaillant à domicile. Ce taux élevé d'externalisation présente des avantages au niveau de la flexibilité et des coûts mais entraîne également des besoins accrus de révision. Les normes de qualité exposées ci-dessus s'appliquent

également aux traducteurs extérieurs qui doivent également remplir des conditions essentielles et passer avec succès un test de traduction. Ils se voient alors confier des traductions et reçoivent systématiquement des informations en retour qui leur permettent d'apprendre le style et la terminologie de la FAO, avant d'être insérés dans la Liste des traducteurs (extérieurs) qualifiés de la FAO.

#### *B. Suivi de la qualité, évaluation et information en retour*

8. Le travail des traducteurs débutants est révisé de manière systématique au cours des deux premières années de service et ensuite par intermittence. Les corrections sont examinées avec les réviseurs. Lorsque des traducteurs débutants travaillent avec des traducteurs plus expérimentés sur des documents de grande importance, leur traduction est généralement révisée. Ce retour d'information permet aux traducteurs débutants de progresser rapidement dans leur profession.

9. De même, les textes des traducteurs extérieurs sont relus par des réviseurs internes pour assurer un style conforme à l'usage de la FAO et un bon niveau de qualité. L'expérience montre que des contrôles réguliers de qualité amènent les traducteurs extérieurs à fournir un travail satisfaisant et découragent toute tendance à privilégier le volume plutôt que la qualité (les traducteurs extérieurs sont payés au mot). Un formulaire type d'évaluation a été mis au point par le service de traduction interne pour évaluer le travail des traducteurs extérieurs. De plus, les textes révisés sont envoyés aux traducteurs extérieurs pour assurer le retour d'information et les familiariser avec la terminologie de la FAO. En cas de travail de qualité insuffisante, un avertissement est envoyé au traducteur extérieur concerné; au second avertissement, le traducteur est rayé de la Liste des traducteurs qualifiés de la FAO.

#### *C. Garantir la qualité par la gestion du flux de travail*

10. Le Système électronique de traitement et récupération de la documentation (e-DPR) assure la gestion du flux de travail et une interaction régulière entre le Service GICM et les Divisions utilisatrices. Les demandes de traduction sont présentées sous forme électronique dans le système, qui contrôle l'état d'avancement des traductions dans chaque langue cible et livre le texte traduit sous forme électronique. L'e-DPR peut produire des rapports complexes, y compris des rapports de productivité par groupe ou par traducteur, et sert également d'archives où sont conservées les traductions par langue, par session ou par thème, ajoutant ainsi une valeur considérable au processus global de traduction. Il fournit une gamme de statistiques pour la gestion de la traduction et pour l'efficacité et la transparence de la facturation des services. Le système permet de surveiller le respect des délais pour tous les travaux, les documents étant classés en différentes catégories: « à traduire », « travail en cours », « terminé » ou « hors délai » – cette dernière catégorie facilitant d'adoption rapide de mesures correctrices.

#### *D. Garantir la qualité grâce aux technologies de l'information*

11. GICM s'est traditionnellement attaché à tirer le maximum d'avantages des progrès considérables réalisés dans le domaine des technologies de l'information applicables à la traduction. Depuis 1998, il a utilisé des outils de traduction assistée par ordinateur pour exploiter les connaissances disponibles dans les traductions antérieures, la « mémoire de traduction ». Une utilisation accrue de ces outils et leur intégration ultérieure avec la base de données terminologique de la FAO (FAOTERM) aident à garantir la précision et la cohérence des traductions.

#### *E. Contrôle de qualité à la fin du processus*

12. Le service de traduction interne applique également un contrôle de qualité à la fin du processus. Les méthodes utilisées dépendent de la nature des contrôles effectués lors des stades précédents et comprennent: révision finale, contrôle de cohérence entre les versions linguistiques, correction d'épreuves et vérification par sondage. Des outils de prévision et de planification intégrant des données sur les sessions des organes directeurs, les tendances passées et des rapports

hebdomadaires sur la situation des documents sont utilisés pour prévoir le volume de travail et réserver la capacité nécessaire pour le contrôle de qualité final.

### **GESTION DE LA QUALITÉ DES TRADUCTIONS EFFECTUÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DES DIVISIONS**

13. La traduction de publications techniques, de textes pour le web, de matériel de sensibilisation et de brochures peut être gérée directement par les divisions. Celles-ci peuvent soit utiliser des traducteurs extérieurs, soit faire appel au service de traduction interne. Cette dernière option n'est pas fréquente plus qu'elle représente moins de 4,5 pour cent du volume de travail du service de traduction interne.

14. Ce mécanisme permet aux divisions d'externaliser directement les traductions en les confiant à des traducteurs extérieurs dont le nom figure sur la Liste des traducteurs qualifiés de la FAO. Cette liste est tenue à jour par le service de traduction interne de manière à fournir aux Divisions une série de traducteurs extérieurs particulièrement qualifiés pour certains types de travail, conformément au concept de « qualité à la source » décrit ci-dessus. Les traducteurs extérieurs recrutés directement par les Divisions utilisent l'appui terminologique, les traductions antérieures et les conseils linguistiques fournis par le service de traduction interne. Le coût de ces services et celui de la tenue à jour de la Liste de traducteurs qualifiés sont compris dans le coût global du services de traduction interne.

15. En raison de la réduction de leurs budgets, les Divisions ont essayé de réduire les coûts de la traduction de la manière suivante:

- assigner des travaux de traduction à des agents administratifs, à de jeunes volontaires (stagiaires non rémunérés) ou à des fonctionnaires techniques, souvent avec des conséquences au niveau de la qualité (en prenant parfois pour hypothèse que le temps du personnel ne coûte rien);
- assigner des traductions à des traducteurs extérieurs qui ne sont pas sur la Liste des traducteurs qualifiés de la FAO, d'où un travail souvent inférieur à la normale devant être refait, y compris par le service de traduction interne<sup>1</sup>;
- créer, au sein des Divisions, des postes dont les fonctions comprennent la gestion des traductions extérieures, d'où le risque de chevauchement de responsabilités au sein de l'Organisation.

16. L'assurance de qualité du service de traduction interne comprend les cinq étapes décrites ci-dessus (paragraphe 5 à 12). Il est difficile de comparer ces mesures aux contrôles de qualité appliqués aux traductions externalisées directement par les Divisions car les méthodes suivies ne sont pas uniformes dans toute l'Organisation. Il semble toutefois que le contrôle de qualité du meilleur rapport coût-efficacité dont disposent les Divisions soit la stratégie de "qualité à la source", c'est-à-dire l'utilisation de la Liste de traducteurs qualifiés de la FAO.

17. Les contrôles de qualité des traductions externalisées varient d'une Division à l'autre, principalement en fonction du type de documents. Les documents importants peuvent être vérifiés par des fonctionnaires techniques, édités par des sous-traitants extérieurs ou relus par des agents administratifs pour la version correspondant à leur langue maternelle, alors que les contrôles de qualité se font plus rares pour les documents de travail ou les textes affichés sur le Web, à part un simple contrôle orthographique. Dans certaines Divisions, des préposés aux publications

---

<sup>1</sup> Selon la Circulaire administrative 1998/38 sur la traduction et la reproduction interne des documents de réunion et de publications sélectionnées, "Les départements et les divisions, y compris les bureaux décentralisés, peuvent externaliser directement des traductions en les confiant aux traducteurs extérieurs indépendants repris sur la Liste de l'Organisation gérée par AFP, à des tarifs directement fixés par la Division. Les traducteurs de la Liste ont été évalués par des traducteurs expérimentés de GICM et répondent aux normes de qualité de la FAO". Ces dispositions ont été réitérées récemment dans la Circulaire administrative 2006/13.

effectuent des contrôles ponctuels et parfois des fonctionnaires retraités sont recrutés pour des contrôles de qualité dans leur langue maternelle.

### Comparaisons avec d'autres organisations

18. Le Comité financier a demandé au Secrétariat de tenir compte des pratiques et de l'expérience d'organismes similaires des Nations Unies. Le tableau ci-après présente les informations obtenues auprès d'autres organisations internationales. Différents mécanismes sont utilisés pour financer les services de traduction mais il semble qu'aucun ne soit unanimement reconnu comme étant la meilleure option possible.

**Tableau – Données comparatives sur les services de traduction**

Organisation	Nombre de traducteurs/réviseurs du cadre organique	Volume annuel (en millions de mots)	Tarif (\$/1 000 mots)	Type de financement	Autres informations
FAO	19	12	475	Facturation des services	Pour 2006-07, les taux de facturation des services pour 1 000 mots de traduction sont les suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>tarif de base pour les documents des Organes directeurs: 475 dollars EU;</li> <li>tarif réduit pour les documents de réunion présentés en avance sur le calendrier fixé et pour les publications: 356 dollars EU;</li> <li>taux réduit pour les textes du Web: 223 dollars EU</li> </ul>
AIEA	31	12	720	Facturation des services	L'AIEA applique un système de facturation des services couvrant l'ensemble des coûts des services de traduction
OMS	27	10	S.O.	Mixte	La facturation des services a été introduite récemment pour certains types de documents (à un coût de 210 dollars EU/1 000 mots, mais le coût de la traduction des documents des Organes directeurs, des textes importants à afficher sur le web et d'autres produits prioritaires comme les <i>Alertes sur les flambées épidémiques</i> est absorbé par le budget ordinaire
OMC	36	56	S.O.	Budget ordinaire	L'OMC dispose en outre d'un renfort de 20 traducteurs extérieurs engagés pour toute l'année, mais seulement pour le français et l'espagnol, qui sont les principales langues de l'Organisation après l'anglais
UNESCO	31	12	S.O.	Budget ordinaire	La facturation des services a été introduite pour certains types de documents à partir de janvier 2006, mais le coût de la traduction des documents des Organes directeurs est absorbé par le budget ordinaire
OIT	28	14	S.O.	Mixte	Le coût de la traduction de la correspondance officielle et des documents de réunion est absorbé par le budget ordinaire. La facturation des services s'applique au coût de la traduction des documents de projets
OCDE	47	25	S.O.	Budget ordinaire	Le volume de travail ne concerne principalement que deux langues: l'anglais et le français. Sur les 47 traducteurs/réviseurs, 41 traduisent vers le français et 6 vers l'anglais
ONU	38	18	815	Facturation des services	

Banque mondiale	27	12	Voir note	Mixte	Si une facturation complète des services était appliquée, le taux de la Banque mondiale s'élèverait à 890 dollars EU/1 000 mots. En fait, les tarifs appliqués aux usagers varient de 280-290 dollars EU/1 000 mots pour les publications à 230-240 dollars EU/1 000 mots pour les "documents opérationnels" (documents de travail destinés uniquement à un usage interne). Un transfert budgétaire (5 500 000 dollars EU en 2005) du programme ordinaire est donc nécessaire pour couvrir la différence entre les coûts effectifs et les revenus dérivant de la facturation des services
-----------------	----	----	-----------	-------	---

19. Les données comparatives ci-dessus font apparaître que les services de traduction de la FAO affichent de bons résultats par rapport à ceux d'autres organisations, qu'il s'agisse de la relation entre les effectifs et le volume de travail ou des tarifs de traduction facturés aux utilisateurs.

20. Par ailleurs, de nombreuses organisations internationales ont des dimensions et des opérations fort différentes de la FAO et leurs services de traduction sont donc différents, eux aussi. Les organisations énumérées ci-après – qui financent toutes leurs services de traduction sur leur budget ordinaire – ne se prêtent pas à la référencement du fait de leurs dimensions fort différentes. En ce qui concerne le personnel du cadre organique, il apparaît selon des données récentes que:

- la Commission européenne a 1 383 traducteurs/réviseurs;
- le Parlement européen a 650 traducteurs/réviseurs;
- le Siège de l'ONU à New York a 350 traducteurs/réviseurs et utilise un grand nombre de traducteurs indépendants pendant l'Assemblée générale;
- l'Office de l'ONU à Genève a 190 traducteurs/réviseurs.

### **Autres informations pertinentes portées à l'attention du Comité**

21. En juillet 2006, une réunion interdépartementale a eu lieu à la FAO sur les processus de traduction et de publication afin d'examiner les options les plus efficaces et efficaces à long terme pour maintenir la qualité des traductions et des publications, à l'appui des activités de la FAO. Les conclusions intéressant directement les services de traduction étaient les suivantes:

- Renforcer l'engagement de la FAO à l'égard de la traduction par l'amélioration des politiques et des procédures;
- Identification des éléments concourant au coût des processus de traduction;
- Mise en place de mécanismes pour une participation effective aux décisions concernant les processus de traduction;
- Réexamen des crédits prévus pour la traduction (coûts du personnel et hors-personnel) lors de l'établissement du budget de la FAO.

22. Le Secrétariat tient également à appeler l'attention du Comité financier sur la déclaration faite par les responsables des services de traduction des organisations internationales (IAMLADP) lors de leur réunion annuelle tenue à Vienne en juin 2006. La déclaration, reproduite à l'Annexe, souligne la nécessité de poursuivre les objectifs professionnels de qualité, productivité, respect des délais et efficacité des services de traduction.

### **Propositions concrètes**

23. L'examen actuel des services de traduction de la FAO a identifié trois lacunes dans le système actuel:

- il aboutit à une qualité différente pour la traduction des publications techniques et des textes du web d'un côté et celle de la documentation des Organes directeurs de l'autre;
- il décourage l'utilisation du service de traduction interne par les Divisions étant donné que les tarifs internes sont plus élevés que ceux payés aux sous-traitants extérieurs;
- les taux internes comprennent un certain nombre de coûts fixes indirects, indépendamment, du volume de traduction, qui resteraient nécessaires même dans un scénario d'externalisation complète. Il s'agit des coûts des mécanismes d'assurance de la qualité dont l'Organisation doit disposer.

24. On trouvera dans les paragraphes ci-après des propositions concrètes destinées à remédier à ces lacunes et à améliorer la qualité des traductions dans toute l'Organisation.

*Un mécanisme cohérent de contrôle de la qualité  
pour tous les documents et les publications de la FAO*

25. Il est proposé que la traduction des publications techniques et des textes du web gérée directement par les Divisions bénéficient des mêmes mécanismes d'assurance de qualité que celles faites par le service de traduction interne. Son personnel ayant les compétences techniques, l'expérience et la capacité technologique nécessaires pour assurer un contrôle de qualité adéquat des traductions des documents techniques de la FAO, GICM devrait coordonner, dans la mesure du possible, la gestion de toutes les traductions extérieures. Cela assurerait à la FAO et à ses Organes directeurs des avantages supplémentaires, notamment:

D'un point de vue administratif:

- données précises sur les volumes et les coûts d'ensemble de la traduction, avec ventilation détaillée par langue et catégorie de documents, et incorporation de tous les travaux de traductions dans le système e-DPR;
- économies d'échelle et élimination des chevauchements d'activité en rationalisant le recrutement des traducteurs, actuellement effectué au niveau des services ou des sous-divisions de l'Organisation;
- intégration de la responsabilité du recrutement des traducteurs et de la responsabilité de l'évaluation des traductions;

D'un point de vue d'assurance de la qualité:

- l'utilisation assurée des traducteurs extérieurs figurant sur la Liste des traducteurs qualifiés;
- un système structuré et uniforme d'évaluation du travail des traducteurs extérieurs;
- une meilleure utilisation des traducteurs extérieurs, en mettant mieux en correspondance spécialisations et travaux de traduction.

26. Ces améliorations pourraient être introduites dans le cadre du système de facturation des services actuels, en proposant le taux le plus faible (actuellement applicable aux textes du web) aux documents techniques. Ce tarif qui est actuellement de 223 dollars EU/ 1 000 mots (voir paragraphe 20) pourrait, grâce au volume supplémentaire obtenu grâce à une gestion centralisée de l'externalisation, être réduit à 195 dollars/1000 mots pour toutes les publications et les textes du web, soit un coût comparable à l'externalisation directe plus les dépenses administratives. Ce tarif pourrait être offert, à titre expérimental, en tant qu'option supplémentaire mise à la disposition des Divisions de la FAO.

*Identification des coûts afférents à la gestion de la qualité  
et séparation des coûts propres à la traduction*

27. L'Organisation dépense environ 10 millions de dollars EU sur un exercice biennal pour le service de traduction interne, ce qui représente 1,7 pour cent de son budget biennal<sup>2</sup>. Ce coût comprend les travaux de traduction et les structures requises pour gérer les services de traduction et garantir le contrôle de qualité.

28. Si l'on voulait comparer directement les tarifs de la traduction interne à ceux de la traduction extérieure, on ne tiendrait pas compte du fait que les services de traduction interne fournissent également à l'Organisation un élément d'assurance de qualité qui ne peut pas être fourni par les traducteurs extérieurs (mais dont ils peuvent profiter), notamment:

- disponibilité d'une masse critique pour répondre efficacement à des demandes imprévues ou urgentes de traduction ou à une forte hausse du volume de travail, y compris lors de travail de nuit (élément particulièrement important pour la traduction des rapports des Organes directeurs en cours de session);
- gestion et planification du flux des traductions de façon à respecter les délais, y compris le cas échéant en réservant à l'avance des collaborateurs extérieurs;
- mise au point d'outils de traduction assistée par ordinateur adaptés aux conditions de la FAO et d'un système de traitement informatisé du flux de travail: le système e-DPR. Ce système a permis de créer des archives et des documents de la FAO et de produire des statistiques hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles ou annuelles sur les volumes de traduction et les coûts avec ventilation par langue, par catégorie, par Division, etc;
- cohérence des documents du point de vue de la terminologie, du style et de la présentation;
- liaison avec les Divisions et conseils dans les domaines suivants: questions linguistiques, appui terminologique, identification de traducteurs extérieurs, suggestions générales quant aux tarifs et règlement de différends avec des traducteurs extérieurs (d'habitude pour des questions de qualité de la traduction);
- décisions linguistiques faisant autorité dans des disciplines et des domaines techniques émergents, qui seront insérées dans la base de données terminologiques de la FAO;
- mise à l'essai de traducteurs extérieurs en vue de leur intégration à la Liste des traducteurs qualifiés et ensuite évaluation périodique de leur travail;
- contrôle de qualité systématique des traducteurs extérieurs (moyennant la compilation d'une fiche d'évaluation pour chaque travail), avec retour d'informations pour aider les traducteurs extérieurs à améliorer la qualité de leur travail et à se familiariser avec la terminologie et les concepts de la FAO;
- correction d'épreuves et mise en page finale des documents, impliquant parfois un formatage complexe;
- rôle de point focal pour toutes les questions adressés à l'Organisation par des traducteurs extérieurs, des institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales ainsi que par des organismes s'occupant de traduction et de terminologie.

29. Il est proposé que le Secrétariat examine la structure des coûts du service de traduction interne de manière à identifier la part correspondant aux travaux de traduction et celle imputable aux rôles institutionnels décrits ci-dessus. Cet examen devrait clairement établir une distinction entre les coûts directs et indirects de manière à financer centralement les coûts liés au contrôle de qualité, ce qui devrait rapprocher les coûts effectifs de la traduction interne des tarifs du marché.

---

<sup>2</sup> Les services de traduction d'autres organisations internationales absorbent de 2 à 2,5 pour cent du budget total.



---

## Conclusion

30. Le Comité financier est invité à passer en revue les informations complémentaires présentées dans le présent document et à fournir toute observation ou orientation qu'il souhaite concernant les propositions. Il pourrait souhaiter encourager le Secrétariat à poursuivre le dialogue en cours au niveau de l'Organisation sur les processus de traduction, afin d'arriver à un accord général sur les solutions les plus efficaces pour une bonne communication multilingue.

## Annexe

**Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (IAMLADP) – Déclaration issue de la séance directive tenue au Siège de l’AIEA (Vienne) le 28 juin 2006**

Les responsables des services linguistiques et de conférence des organisations internationales, réunis à Vienne en juin 2006 à l’occasion de leur réunion annuelle, ont à nouveau affirmé que les services linguistiques et de conférence des organisations internationales conservaient leur vocation de fond irremplaçable.

Ils se sont une fois de plus dits pleinement acquis à l’idée de poursuivre les réformes entreprises dans le sens de la meilleure satisfaction des impératifs majeurs de qualité, de rendement, de respect des délais et de coût-efficacité assignés à leur secteur d’activité. S’autorisant de la somme de leurs expériences, ils ont conclu que l’efficacité et la productivité pouvaient s’accommoder de la qualité des prestations, dès lors que des réformes clairvoyantes s’inscrivant dans la durée – des objectifs clairement définis étant arrêtés pour chaque étape – seraient étayées par des indicateurs fiables, transparents et comparables.

Ils ont souligné que le meilleur atout de toutes les organisations participantes était leur personnel, les initiatives de réforme intéressant les services d’appui linguistique, de conférence et de publication – comme tout autre domaine – devant être l’occasion d’associer le personnel à la conception et à l’exécution de toute réforme, de tirer pleinement parti de son expérience et de son savoir-faire et d’obtenir ainsi les meilleurs résultats.

Les participants se sont félicités des progrès accomplis dans le domaine de l’informatique et de la télématique, qui ont permis d’améliorer la prestation des services à la faveur de la rationalisation et de la modernisation des pratiques de gestion et les méthodes de travail des services linguistiques et de conférence.

Les participants ont souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes d’établissement des responsabilités clairs et précis dans le cadre d’une budgétisation intégrale axée sur les résultats, de même que l’intérêt de réaliser une évaluation transparente des services fournis, et fait observer que les responsables devaient être dotés des ressources, des pouvoirs et de la marge de manoeuvre nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.

Les participants ont réaffirmé qu’il importait d’adopter, en matière de personnel, des politiques rationnelles fondées sur une claire définition des responsabilités et un système de promotion au mérite. Ils ont recommandé que toute politique de mobilité du personnel tienne compte du caractère spécialisé du travail du personnel des services linguistiques et de conférence et de l’importance qu’il y avait de sauvegarder et d’enrichir la mémoire institutionnelle de ces services, les structures de base bien établies ne devant pas être remises en cause.

Les participants se sont préoccupés de ce que les traducteurs et les interprètes possédant l’expérience et les compétences recherchées par les organisations internationales n’étaient pas légion. C’est pourquoi ils ont estimé qu’il fallait s’employer à rechercher, attirer, recruter et retenir ces cadres qualifiés pour répondre à la demande actuelle et à venir, à mesure qu’un grand nombre de traducteurs et d’interprètes partent à la retraite.

Les participants ont souligné qu’il importait de développer les talents et compétences des spécialistes des services linguistiques et de conférence. Investir dans la formation du personnel devrait donc figurer au premier rang des priorités. Ils ont en particulier recommandé d’améliorer les programmes de formation interne et externe et de continuer à promouvoir les programmes d’échange de personnel entre organisations.

Ils ont en outre préconisé d'établir une coopération plus étroite entre organisations internationales, universités et autres établissements d'enseignement renommés en vue de promouvoir la formation de spécialistes des services linguistiques et de conférence.

Les participants ont convenu que chaque organisation participante porterait la présente déclaration, qui se veut l'expression des préoccupations, recommandations et engagements communs à toutes les organisations, à l'attention de sa direction, à charge pour celle-ci d'en saisir l'organe directeur compétent si elle le jugeait opportun.